

Bordereau attestant l'exactitude des informations - MEAUX - 7701 - Actes des sociétés (A) -
Dépôt le 10/07/2024 - 7455 - 2022 B 02430 - 510 573 264 - A2F EXPANCIM

A2F EXPANCIM

Société par actions simplifiée à associé unique
au capital de 10.000 Euros
Siège social : 19, Boulevard Thiboust – 77700 SERRIS
RCS MEAUX 510 573 264

(la « Société »)

PROCES -VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 27 JUIN 2024

L'an deux mille vingt-quatre,
Le vingt-sept juin à onze heures,

Le soussigné,

Monsieur Philippe MICHEL, né le 25 aout 1964 à Montreuil (93100), demeurant 5 rue Paul Delouvrier – 77600 BUSSY SAINT GEORGES, de nationalité française,

agissant en qualité d'Associé unique et Président de la Société A2F EXPANCIM, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 10.000 Euros dont le siège social est situé 19, Boulevard Thiboust – 77700 SERRIS, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de MEAUX sous le numéro 510 573 264 (ci-après la « Société »),

CONNAISSANCE PRISE :

- des prévisions des Statuts de la Société dans leur version actuelle,
- des propositions de modifications des Statuts ainsi que de leurs raisons,

EN PRESENCE DE :

- **Monsieur Anthony MICHEL**, né le 25 septembre 1996 à LAGNY-SUR-MARNE (77) de nationalité française, demeurant 1 rue Jean Antoine Chaptal – 77600 BUSSY-SAINT-GEORGES, célibataire,

Intervenant au présent acte pour les besoins de l'acceptation du mandat de Directeur Général lui étant immédiatement confié et de Président de la Société avec prise d'effet conditionnelle et différée,

Et de la Société,

A PRIS LES DECISIONS RELATIVES A L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

- *Approbation des conditions d'adoption des présentes décisions ;*
- *Nomination d'un nouveau Président en cas de survenance d'un évènement entraînant la vacance de la Présidence,*
- *Modifications des règles de gouvernance au sein de la Société ;*
- *Modifications corrélatives des Statuts ;*
- *Nomination d'un Directeur Général au sein de la Société ;*
- *Questions diverses,*
- *Pouvoirs pour les formalités.*

L'ASSOCIE UNIQUE A DONC SUCCESSIVEMENT ADOPTE LES DECISIONS CI-APRES

PREMIERE DECISION

Approbation des conditions d'adoption des présentes décisions

L'Associé unique,

Décide de renoncer sans réserve à se prévaloir de tout droit, contestation, recours, quels qu'ils soient à l'encontre de la Société et de ses dirigeants résultant des Statuts concernant notamment les modalités de communication des documents d'information relatifs aux présentes décisions,

Déclare avoir pu prendre pleine et entière connaissance, et dans un délai suffisant, de tous les documents et informations nécessaires à leur parfaite information préalablement à l'adoption des décisions qui suivent, ce dont ils donnent acte au Président de la Société,

Décide, de manière irrévocable, d'adopter les présentes décisions sans délai.

DEUXIEME DECISION

Nomination d'un Président en cas de survenance d'un évènement entraînant la vacance de la Présidence

L'Associé unique,

Afin de palier toute carence dans la Présidence de la Société en cas de décès prématuré de son Président ou d'incapacité totale de travail constatée de plus de six mois,

Décide :

- (i) que la survenance d'un évènement entraînant la constatation d'une incapacité totale de travail de plus de six mois ou le décès prématuré du Président de la Société entraînera automatiquement la fin du mandat du Président,
- (ii) **de nommer**, en cas de terminaison automatique du mandat du Président de la Société résultant de la survenance d'un évènement entraînant la constatation d'une incapacité totale de travail de plus de six mois ou le décès prématuré du Président,

Monsieur Anthony MICHEL, né le 25 septembre 1996 à LAGNY-SUR-MARNE (77) de nationalité française, demeurant 1 rue Jean Antoine Chaptal – 77600 BUSSY-SAINT-GEORGES, célibataire,

Monsieur Anthony MICHEL déclare accepter par anticipation les fonctions qui viennent de lui être confiées et affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat ;

- (iii) **que la nomination de Monsieur Anthony MICHEL** en qualité de Président de la Société prendra effet de manière différée et automatique, sans qu'il ne soit besoin d'un nouvel acte de la part du(des) associés de la Société : 1. en cas de décès du Président actuel de la Société, à la dite dudit décès ; 2. en cas d'incapacité totale de travail, à compter de la constatation de ladite incapacité par un certificat d'un médecin agréé pour ce faire ;

- (iv) que dans l'éventualité où, à la date de prise d'effet de sa nomination en qualité de Président de la Société, Monsieur Anthony MICHEL était également Directeur Général de la Société, ce dernier cumulera les deux fonctions tant qu'il n'aura pas démissionné de l'une ou de l'autre ou qu'il ne sera pas procéder à une autre nomination en remplacement.

TROISIEME DECISION

Modification des règles de gouvernance de la Société

L'Associé unique,

Connaissance prise (i) des Statuts de la Société dans leur version actuelle, (ii) des Statuts de la Société dans leur nouvelle version et (iii) des précisions apportées par le Président de la Société,

Décide de faire évoluer les modalités de fonctionnement des instances de direction de la Société en modifiant les règles de nomination des Directeurs Généraux de la Société et en procédant à une refonte complète du Titre IV des Statuts, lequel sera désormais composé :

- d'un article 13 intitulé « Présidence de la Société », intégrant les modifications résultant de l'adoption de la deuxième décision qui précède,
- d'un article 14 intitulé « Direction Générale de la Société » et
- d'un article 15 intitulé « Commissaires aux comptes ».

QUATRIEME DECISION

Exercice du mandat du Président de la Société

En conséquence de l'adoption de la décision qui précède,

l'Associé unique décide que les modalités de nomination, de révocation ainsi que d'exercice du mandat du Président de la Société seront désormais fixées à l'Article 13 des Statuts intitulé « **Présidence de la Société** » comme suit :

ARTICLE 13. PRESIDENCE DE LA SOCIETE

13.1. Nomination du Président

La Société est dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, choisie parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant dans les conditions des Assemblées générales ordinaires, qui peut le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, elle est représentée par un représentant permanent personne physique. Les représentants de ladite personne morale sont alors soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2. Représentation de la Société par le Président. Attributions

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Le Président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Dans les rapports entre la Société et son comité d'entreprise, le Président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article L 432-6 du Code du travail.

13.3. Rémunération

La rémunération du Président est déterminée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés par la collectivité des associés statuant en Assemblée générale ordinaire.

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés, la rémunération pouvant être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

En outre, le Président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

13.4. – Responsabilité du Président

Le Président est responsable envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises dans sa gestion.

13.5. – Cessation des fonctions de Président

Les fonctions du Président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Elles cessent également par son décès ou une incapacité de travail constatée de plus de six mois ou s'il s'agit d'une personne morale par sa dissolution, interdiction, déconfiture, redressement ou liquidation judiciaire, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le Président est révocable à tout moment de manière discrétionnaire, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer quelque motif que ce soit, par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant aux conditions des décisions collectives ordinaires.

Le Président peut se démettre de ses fonctions à charge de prévenir les associés de son intention à cet égard, deux mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

13.6 Désignation d'un Président en remplacement du Président sortant pour cause de décès ou incapacité totale de travail constatée de plus de six mois du Président en fonction

Suivant décisions de l'associé unique en date du 27 juin 2024, ce dernier a décidé de nommer, en cas de terminaison du mandat de Président exercé par Monsieur Philippe MICHEL résultant de la survenance d'un événement entraînant la constatation d'une incapacité totale de travail de plus de six mois ou le décès prématuré de ce dernier, Monsieur Anthony MICHEL, né le 25 septembre 1996 à LAGNY-SUR-MARNE (77)

de nationalité française, demeurant 1 rue Jean Antoine Chaptal – 77600 BUSSY-SAINT-GEORGES, célibataire, en qualité de Président de la Société en remplacement du Président sortant.

*L'Associé unique a également décidé que **cette nomination prendrait effet de manière différée et automatique**, sans qu'il soit besoin d'un nouvel acte de la part du(des) associé(s) de la Société : 1. en cas de décès du Président actuel de la Société, à la dite dudit décès ; 2. en cas d'incapacité totale de travail de plus de six mois, à compter de la constatation de ladite incapacité par un certificat d'un médecin agréé pour ce faire.*

Le cas échéant, Monsieur Anthony MICHEL, en qualité de nouveau Président de la Société, disposera seul – sur ses seuls décisions – des pouvoirs les plus étendus pour procéder aux formalités modificatives auprès du Greffe du Tribunal de Commerce afin qu'il soit pris acte de cette succession de Président.

CINQUIEME DECISION

Exercice du mandat de Directeur Général de la Société

En conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent,

l'Associé unique **décide** de fixer les modalités de nomination, de révocation ainsi que d'exercice du mandat du Directeur Général de la Société aux termes du nouvel article 14 des Statuts désormais intitulé « **Direction Générale de la Société** » rédigé comme suit :

ARTICLE 14. DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE

14.1 Nomination d'un ou plusieurs Directeurs Généraux

Dans l'exercice de ses fonctions, le Président peut se faire assister par un ou plusieurs Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués de son choix, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

Les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués sont nommés pour une durée déterminée ou non sur proposition du Président, par la collectivité des Associés, qui fixe s'il y a lieu, dans la décision de nomination, l'étendue et la durée des pouvoirs qui leur sont délégués.

En cas de décès, démission, révocation en empêchement du Président ou du Vice-Président, les Directeurs Généraux et les ou Directeurs Généraux Délégués en fonction conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

A l'occasion de leur nomination, les Directeurs Généraux pourront se voir attribuer des fonctions et titres spécifiques.

14.2 - Pouvoirs du ou des Directeurs généraux et des Directeurs Généraux Délégués

Les pouvoirs des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux Délégués, qui peuvent inclure celui de représenter la Société à regard des tiers, sont déterminés par les pouvoirs dévolus au Président et sont, en toutes hypothèses, limités par les décisions visées à l'Article 19 ci-après et relevant de par la loi ou les statuts de la Société de la compétence de la collectivité de ses associés.

À l'égard des tiers, le Directeur Général, ou en cas de pluralité de Directeurs Généraux, chaque Directeur Général, pris à titre individuel, dispose des mêmes pouvoirs que le Président et le Vice-Président.

De même, à l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué, ou en cas de pluralité de Directeurs Généraux Délégués, chaque Directeur Général Délégué, pris à titre individuel, dispose des mêmes pouvoirs que le Président et le Vice-Président.

14.3 - Cessation des fonctions du Directeur Général ou de Directeur Général Délégué

Les fonctions du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué prennent fin dans les conditions suivantes :

- *à l'expiration de son mandat,*
- *par son décès, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale,*
- *sur révocation par la collectivité des associés pouvant intervenir à tout moment de manière discrétionnaire, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer quelque motif que ce soit,*
- *par démission, à charge pour le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué de prévenir les associés de son intention à cet égard, deux mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve du droit pour la Société de demander au Directeur Général ou au Directeur Général Délégué qui démissionnerait par malice ou sans cause légitime, des dommages-intérêts.*

SIXIEME DECISION

Commissaires aux comptes de la Société

En conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent,

l'Associé unique **décide** que l'article 15 des Statuts intitulé « Commissaires aux comptes » demeure inchangé.

SEPTIEME DECISION

Approbation des Statuts

En conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent,

l'Associé unique **adopte** article par article puis dans son intégralité les Statuts dans leur version intégrant un Titre IV révisé ainsi qu'une numérotation à jour de ses articles, et prend acte de ce que les modifications apportées aux Statuts n'entraînent pas modification de la personne morale de la Société.

HUITIEME DECISION

Nomination de Monsieur Anthony MICHEL en qualité de Directeur Général de la Société

L'Associé unique,

Décide de nommer en qualité de Directeur Général de la Société à compter de ce jour et ce, pour une durée indéterminée,

Monsieur Anthony MICHEL, né le 25 septembre 1996 à LAGNY-SUR-MARNE (77) de nationalité française, demeurant 1 rue Jean Antoine Chaptal – 77600 BUSSY-SAINT-GEORGES, célibataire,

Monsieur Anthony MICHEL a d'ores et déjà déclaré accepter les fonctions qui lui sont ainsi confiées et n'être frappé d'aucune interdiction ou incompatibilité de nature à l'empêcher de les exercer. Il exercera ses fonctions conformément aux prévisions légales et statutaires applicables.

L'exercice de ce mandat ne sera pas rémunéré.

NEUVIEME DECISION

Pouvoirs en vue de la réalisation des formalités

L'Associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités de publicité nécessaires, notamment auprès du Greffe du Tribunal de Commerce.

Le présent acte est composé de neuf (9) décisions, est rédigé sur huit (8) pages dont la page de signature.

Il est réputé signé à la date du 27 juin 2024, après lecture, par le Président et Associé unique de la Société par procédé de signature électronique certifié conformément aux articles 1174 et 1367 du Code civil, au décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017 et au règlement UE 910/2014 relatif à l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Fait à SERRIS,
Le 27 juin 2024

DocuSigned by:
PHILIPPE MICHEL
BA1807DC0229426...

Monsieur Philippe MICHEL
Président – Associé unique

Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général de la société A2F EXPANCIM et, le cas échéant, de Président avec effet différé

DocuSigned by:
Anthony MICHEL
921819F4A66A418...

Monsieur Anthony MICHEL
Directeur Général¹

¹ Signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général de la société A2F EXPANCIM et, le cas échéant, de Président avec effet différé »

A2F EXPANCIM

Société par actions simplifiée à associé unique
au capital de 10.000 Euros

Siège social : 19, Boulevard Thiboust – 77700 SERRIS
RCS MEAUX 510 573 264

(la « **Société** »)

STATUTS

Modifiés suivant décisions unanimes des Associés en date du 27 juin 2024

TITRE I

FORME - DÉNOMINATION - OBJET - SIÈGE - DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle.

La société fonctionne indifféremment sous la même forme sociale avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Les activités de direction et d'organisation d'expertise immobilière avec ses propres équipes de son réseau sur la France, Outremer, l'Europe et à l'international.
- La prestation de services et d'expertise à toutes sociétés, organismes ou mandataires se rattachant à l'acquisition, la vente, la rénovation, la restauration, la construction d'immeubles d'habitation ou d'immobiliers d'entreprises notamment commerciaux,
- La médiation et la présentation de clients et ou de missions d'assistance relatives à toutes opérations immobilières à tous acteurs du marché.
- Le conseil, l'expertise, l'expertise judiciaire, la formation et l'enseignement.
- Le conseil en qualité, environnement, sécurité, sûreté, et en matière d'amélioration et de valorisation d'un bien immobilier.
- Le conseil pour des activités connexes en matière d'urbanisme, de développement et d'aménagement (ex : commissaire enquêteur...), la coordination et l'assistance notamment technique portant sur l'étude, la réalisation, l'exploitation de biens immobiliers et de travaux en vue de l'amélioration de l'Habitat.
- La Conciliation, la médiation, l'arbitrage et les activités d'auxiliaire de justice au sens large.
- L'Audit et l'évaluation de tous instruments économiques, juridiques, financiers supports de tous biens immobiliers étudiés

- La détention de participations dans toutes sociétés, notamment dans le domaine de l'expertise, le conseil, l'investissement, la gestion d'actifs, la création et l'animation d'un groupe de sociétés dédiées à l'immobilier
- L'audit des contrats et conventions, libres et réglementés, concourant à l'utilisation ou à l'exploitation commerciale des activités précitées ;
- les études et L'audit des contrats et conventions, libres et réglementés, concourant à l'utilisation ou à l'exploitation commerciale des activités précitées
- La société pourra à cet effet procéder à tous investissements et prises de participations par voie d'acquisition de fonds de commerce et parts d'intérêts ou de valeurs mobilières, d'apports en nature ou en numéraire à des entreprises ou sociétés créées ou à créer, de souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation, de prêts ou crédits et de toute autre manière ; dans ce but, contracter tous emprunts et faire appel à tous moyens de financement qu'elle avisera, aliéner lesdits investissements ou participations comme bon lui semble ;
- les activités de direction, de tutelle et de représentation liées à la possession ou au contrôle du capital social ; toutes activités auxiliaires de gestion courante ; la prestation de tous services au bénéfice des sociétés filiales ; le cautionnement de toute obligation contractée par une société filiale dans le cadre de son objet social ; les conseils et l'assistance à toutes sociétés pour les affaires et la gestion ;
- La société pourra à cet effet procéder à tous investissements et prises de participations par voie d'acquisition de fonds de commerce et parts d'intérêts ou de valeurs mobilières, d'apports en nature ou en numéraire à des entreprises ou sociétés créées ou à créer, de souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation, de prêts ou crédits et de toute autre manière ; dans ce but, contracter tous emprunts et faire appel à tous moyens de financement qu'elle avisera, aliéner lesdits investissements ou participations comme bon lui semble ;
- Et plus généralement la société pourra effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social et à tout objet similaire, connexe ou complémentaire.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est : **A2F EXPANCIM**

La Société peut aussi être légalement désignée par le seul sigle « **A2F** ».

Dans tous actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au :

19 Boulevard Robert Thiboust
77700 Serris

Il pourra être transféré en tout endroit de la ville par décision de la Présidence et en tout autre lieu par décision collective des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de quatre-vingt dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Présidence doit provoquer la réunion d'une assemblée générale des associés, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. Cette assemblée statuera dans les conditions requises pour la modification des statuts.

A défaut et après une mise en demeure adressée à la Présidence et demeurée sans effet, tout associé pourra obtenir la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus prévues.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORT

La Société a été constituée par apport en numéraire de 10000 euros le 13 Février 2009 Correspondant à la souscription en totalité de 1000 actions entièrement libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports, ainsi qu'il en résulte du certificat de Dépôt en date du 13 Février 2009 à la Banque FORTIS sis 80Av MARCEAU mentionnant les sommes déposées par les souscripteurs.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à Dix mille euros (10 000,- €).

Il est divisé en Mille (1000) actions égales de dix (10) euros de valeur nominale chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées, réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs avec mise à jour dans le livre de mouvement des titres de la société .

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou décision de l'associé unique, sur rapport du Président de la Société.

Le ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. L'associé unique, ou les associés par décision collective, suivant les conditions des assemblées générales extraordinaires, peuvent également décider la suppression de ce droit.

L'assemblée générale peut déléguer au Président de la Société, les pouvoirs nécessaires pour une augmentation de capital, conformément aux dispositions du Code de commerce.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés ou décision de l'associé unique qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés, sauf décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" au choix du titulaire de titres.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement, à égalité de valeur nominale, de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.
4. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 12 - CESSION DES ACTIONS

Forme

La transmission des actions ne s'opère, à l'égard des tiers et de la Société que par un virement inscrit sur le registre des mouvements établis par la Société, sur présentation par l'Actionnaire cédant d'un ordre de mouvement d'un modèle agréé par la Société.

Conditions

Les actions sont négociables sous réserve de la clause d'agrément prévue ci-après et sauf dispositions légales ou réglementaires contraires.

En particulier :

- les actions ainsi que tous droits de souscription ou d'attribution ne sont négociables qu'après l'inscription de la Société au registre du commerce et des sociétés ou l'inscription modificative si elles proviennent d'une augmentation de capital;

Clause d'agrément

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi que la part éventuelle dans les fonds de réserve et provisions.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

1. Toute cession d'actions à des tiers non actionnaires doit être préalablement agréée par les actionnaires à la majorité des deux tiers. Toutefois, sont dispensées de cet agrément les cessions d'actions à intervenir en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cessions à un conjoint ou à un ascendant ou à un descendant, étant précisé que si la société était amenée à réserver statutairement à ses salariés un certain nombre de ses actions, en application des dispositions de la loi 67-16 du 4 janvier 1967, la présente clause d'agrément serait applicable aux différents cas de cession ci-dessus.

2. Afin de permettre au Président de vérifier que les cessions sont ou non soumises à l'agrément préalable, tout projet de cession doit être notifié à la société, au siège social, et indiquer, le cas échéant, le motif pour lequel elle échapperait à l'application de la clause d'agrément.

3. Lorsque la cession projetée est dispensée d'agrément aux termes de la loi et des dispositions qui précèdent, il peut être procédé à sa régularisation définitive au reçu de l'accusé de réception par la

société de la notification ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de huit jours francs à compter du jour de l'envoi de la notification de la cession.

4. La demande d'agrément, notifiée à la société par lettre recommandée adressée à son siège social, indique les noms, prénoms, domicile du cessionnaire et, éventuellement, ses liens de parenté avec le cédant lorsque le cessionnaire est une personne physique; lorsque le cessionnaire est une personne morale, elle indique sa dénomination, son siège, sa forme juridique ; elle indique enfin le nombre d'actions faisant l'objet de la cession projetée, les conditions et le prix convenu.

5. Lorsque la cession projetée est soumise à l'agrément, en application des dispositions ci-dessus, le Président doit obligatoirement accuser réception de la notification de la demande d'agrément dans un délai de trente jours francs et confirmer qu'il met en œuvre cette procédure.

6. Si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande, le Président n'a pas notifié à l'actionnaire cédant un refus d'agrément, cet agrément est considéré comme donné tacitement.

7. Si les actionnaires refusent d'agréer la cession, ils doivent en informer le cédant et lui faire connaître dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification du refus, la ou les personnes de son choix, actionnaires ou non, susceptibles de se porter acquéreur aux lieu et place du cessionnaire proposé, aux mêmes conditions.

Dans le cas où les actionnaires n'ont pas d'acquéreur à proposer, ils ne peuvent refuser d'agréer la cession projetée. S'ils n'ont d'acquéreur à proposer que pour une partie des actions faisant l'objet du projet de cession, et si le cessionnaire indiqué par le cédant exige d'acquérir la totalité des actions, les actionnaires ne peuvent refuser d'agréer la cession projetée.

8. Si le ou les cessionnaires désignés par les actionnaires n'acceptent pas de se porter acquéreur aux conditions de prix indiquées dans la demande d'agrément, le prix des actions sera déterminé par une expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration d'un délai maximum de trois mois à compter de la notification du refus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément sera considéré comme donné. Toutefois, ce délai pourra être prolongé par décision de justice, à la demande de la société, dans le cas notamment où les opérations d'expertise justifieraient une telle prolongation.

9. Si le prix à dire d'expert ne convient pas à l'actionnaire cédant, celui-ci pourra soit renoncer à son offre de vente, soit la réduire. Dans ce dernier cas, les acquéreurs proposés par les actionnaires se répartiront entre eux les actions offertes dans la proportion qu'ils fixeront, ou, à défaut d'accord au prorata de leurs offres d'achat.

L'actionnaire cédant ne pourra vendre les actions à la cession desquelles il aura renoncé sans recourir à nouveau à la présente procédure d'agrément.

Si le prix fixé ne convient pas aux acquéreurs désignés par les actionnaires, les acquéreurs pourront renoncer purement et simplement à leur offre d'achat. Dans ce cas, l'actionnaire cédant sera libre de vendre au cessionnaire qu'il a désigné dans la demande d'agrément. Si certains des acquéreurs désignés par les actionnaires désirent renoncer à leur offre d'achat, ils devront demander aux actionnaires de leur substituer d'autres acquéreurs, à moins que l'actionnaire cédant n'accepte lui-même de réduire son offre de vente dans la même proportion.

Si l'actionnaire cédant n'accepte pas de réduire son offre de vente et que les actionnaires ne soient pas en mesure de désigner d'acquéreur en remplacement du ou des acquéreurs défaillants, les actionnaires ne pourront refuser d'agréer la cession de la totalité des actions au cessionnaire indiqué dans la demande d'agrément.

10. Les dispositions du présent article sont applicables à tous les cas de cession, en particulier en cas d'apport en société, de fusion ou de scission; elles sont applicables également aux cessions qui auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'ordonnance de justice et aux mutations au profit de donataires ou légataires, sauf ce qui est dit au premier alinéa du présent article. Les adjudicataires, donataires ou légataires doivent, sauf la même exception, notifier à la société leur demande d'agrément dans les dix jours de l'adjudication, de la donation ou du décès.

11. La mutation au nom du ou des acquéreurs désignés par les actionnaires sera régularisée d'office par le Président ou un mandataire sans qu'il soit besoin de la signature du cédant ou de ses ayant droits ; notification de cette mutation sera faite au cédant ou à ses ayant droits dans les dix jours avec avis d'avoir à se présenter aux bureaux de la société pour recevoir le prix des actions cédées, lequel ne sera pas productif d'intérêt.

12. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux cessions de droits de souscription ou d'attribution en cas d'augmentation de capital; dans le cas de souscription en numéraire, la notification de la demande d'agrément d'un cessionnaire des droits de souscription devra être faite huit jours au moins avant la date de clôture de la souscription et les actionnaires devront signifier leur agrément ou désigner un acquéreur ferme au prix dans la demande d'agrément dans les cinq jours à compter de la demande.

Tous les délais mentionnés au présent article sont des délais francs.

Les dispositions et significations sont valablement faites par simple lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi pour le calcul des délais.

EFFETS

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi que la part éventuelle dans les fonds de réserve et provisions.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE IV

DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13. PRESIDENCE DE LA SOCIETE

13.1. Nomination du Président

La Société est dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, choisie parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant dans les conditions des Assemblées générales ordinaires, qui peut le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, elle est représentée par un représentant permanent personne physique. Les représentants de ladite personne morale sont alors soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2. Représentation de la Société par le Président. Attributions

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Le Président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Dans les rapports entre la Société et son comité d'entreprise, le Président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article L 432-6 du Code du travail.

13.3. Rémunération

La rémunération du Président est déterminée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés par la collectivité des associés statuant en Assemblée générale ordinaire.

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés, la rémunération pouvant être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

En outre, le Président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

13.4. – Responsabilité du Président

Le Président est responsable envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises dans sa gestion.

13.5. – Cessation des fonctions de Président

Les fonctions du Président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Elles cessent également par son décès ou une incapacité de travail constatée de plus de six mois ou s'il s'agit d'une personne morale par sa dissolution, interdiction, déconfiture, redressement ou liquidation judiciaire, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le Président est révocable à tout moment de manière discrétionnaire, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer quelque motif que ce soit, par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant aux conditions des décisions collectives ordinaires.

Le Président peut se démettre de ses fonctions à charge de prévenir les associés de son intention à cet égard, deux mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

13.6 Désignation d'un Président en remplacement du Président sortant pour cause de décès ou incapacité totale de travail constatée de plus de six mois du Président en fonction

Suivant décisions de l'associé unique en date du 27 juin 2024, ce dernier a décidé de nommer, en cas de terminaison du mandat de Président exercé par Monsieur Philippe MICHEL résultant de la survenance d'un événement entraînant la constatation d'une incapacité totale de travail de plus de six mois ou le décès prématuré de ce dernier, Monsieur Anthony MICHEL, né le 25 septembre 1996 à LAGNY-SUR-MARNE (77) de nationalité française, demeurant 1 rue Jean Antoine Chaptal – 77600 BUSSY-SAINT-GEORGES, célibataire, **en qualité de Président de la Société** en remplacement du Président sortant.

L'Associé unique a également décidé que **cette nomination prendrait effet de manière différée et automatique**, sans qu'il soit besoin d'un nouvel acte de la part du(des) associé(s) de la Société : 1. en cas de décès du Président actuel de la Société, à la dite dudit décès ; 2. en cas d'incapacité totale de travail de plus de six mois, à compter de la constatation de ladite incapacité par un certificat d'un médecin agréé pour ce faire.

Le cas échéant, Monsieur Anthony MICHEL, en qualité de nouveau Président de la Société, disposera seul – sur ses seuls décisions – des pouvoirs les plus étendus pour procéder aux formalités modificatives auprès du Greffe du Tribunal de Commerce afin qu'il soit pris acte de cette succession de Président.

ARTICLE 14. DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE

14.1 Nomination d'un ou plusieurs Directeurs Généraux

Dans l'exercice de ses fonctions, le Président peut se faire assister par un ou plusieurs Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués de son choix, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

Les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués sont nommés pour une durée déterminée ou non sur proposition du Président, par la collectivité des Associés, qui fixe s'il y a lieu, dans la décision de nomination, l'étendue et la durée des pouvoirs qui leur sont délégués.

En cas de décès, démission, révocation en empêchement du Président ou du Vice-Président, les Directeurs Généraux et les ou Directeurs Généraux Délégués en fonction conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

A l'occasion de leur nomination, les Directeurs Généraux pourront se voir attribuer des fonctions et titres spécifiques.

14.2 - Pouvoirs du ou des Directeurs généraux et des Directeurs Généraux Délégués

Les pouvoirs des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux Délégués, qui peuvent inclure celui de représenter la Société à regard des tiers, sont déterminés par les pouvoirs dévolus au Président et sont, en toutes hypothèses, limités par les décisions visées à l'Article 19 ci-après et relevant de par la loi ou les statuts de la Société de la compétence de la collectivité de ses associés.

À l'égard des tiers, le Directeur Général, ou en cas de pluralité de Directeurs Généraux, chaque Directeur Général, pris à titre individuel, dispose des mêmes pouvoirs que le Président et le Vice-Président.

De même, à l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué, ou en cas de pluralité de Directeurs Généraux Délégués, chaque Directeur Général Délégué, pris à titre individuel, dispose des mêmes pouvoirs que le Président et le Vice-Président.

14.3 - Cessation des fonctions du Directeur Général ou de Directeur Général Délégué

Les fonctions du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué prennent fin dans les conditions suivantes :

- à l'expiration de son mandat,
- par son décès, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale,
- sur révocation par la collectivité des associés pouvant intervenir à tout moment de manière discrétionnaire, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer quelque motif que ce soit,
- par démission, à charge pour le Directeur Général ou le Directeur Général Délégué de prévenir les associés de son intention à cet égard, deux mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve du droit pour la Société de demander au Directeur Général ou au Directeur Général Délégué qui démissionnerait par malice ou sans cause légitime, des dommages-intérêts.

ARTICLE 15. COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, remplissant les conditions fixées par la loi et les règlements, dès le dépassement des seuils légaux.

Toutefois, un associé représentant au moins le dixième du capital pourra demander la nomination en justice d'un commissaire aux comptes.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la loi.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirent avec l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées des actionnaires.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 16. DECISION NECESSITANT L'ACCORD DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES

16.1. Décisions de la compétence des associés

L'associé unique ou la collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- nomination, révocation et fixation de la rémunération du Président et des Directeurs Généraux, sous réserve des droits consentis au Conseil d'Administration ;
- approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices ;
- transformation de la société en une société d'une autre forme ;
- décision nécessitant, en application de l'article L. 227-19 du Code de Commerce, l'accord unanime des Associés.

Sous réserve des dispositions spécifiques des présents statuts, les décisions non listées ci-dessus relèvent de la seule compétence du Président et/ou des Directeurs Généraux.

16.2. Forme des décisions

Les décisions de l'associé, s'il n'en existe qu'un, ou des associés sont, au choix du Président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé signé par l'ensemble des associés.

Sous réserve des dispositions contraires prévues aux présents statuts :

- les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts ;
- les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou à autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les associés, même absents.

ARTICLE 17. CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées par le Président et/ou un ou plusieurs associés représentant plus de 10 % des actions composant le capital social de la société.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 8 jours avant la date de l'assemblée par courrier recommandé avec avis de réception ou lettre remise en mains propres. A défaut de quorum lors d'une première convocation, la deuxième convocation est faite 8 jours avant la date de l'assemblée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen légal comme la remise signée « reçu en mains propres ».

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

ARTICLE 18. ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
2. Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10 % du capital social, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.
3. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

ARTICLE 19. ADMISSIONS AUX ASSEMBLEES GENERALES – POUVOIRS

1. Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.
2. Un associé peut se faire représenter par une autre personne justifiant d'un mandat.
3. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou mail.

ARTICLE 20. TENUE DE L'ASSEMBLEE – BUREAU – PROCES-VERBAUX

- 1 - Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Toutefois, en cas d'associé unique ou si la Société est constituée par deux associés, seul le registre pourra être émarginé.

- 2 - Les assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le Président.

A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

- 3 - Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire ou les associés présents et établis sur un registre spécial conformément au Code de Commerce. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Les décisions prises par l'associé unique sont également répertoriées dans un registre.

ARTICLE 21. QUORUM - VOTE

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions du Code de Commerce.
2. Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, en cas de démembrement d'actions, le droit de vote reviendra à l'usufruitier, qu'il s'agisse d'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire ; par contre, s'agissant des décisions requérant l'unanimité ou l'accord du nu-propiétaire conformément à la loi, chaque action démembrée donnera droit à deux voix, l'une attribuée à l'usufruitier, l'autre au nu-propiétaire.
3. Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.
4. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui (i) sont représenté par une autre personne en vertu d'un pouvoir, ou (ii) participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, dont la nature et les conditions d'application sont conformes à la réglementation.

ARTICLE 22. ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les trois quart des actions composant le capital social de la société.

Un quorum de la moitié des actions est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

En cas d'associé unique, ce dernier doit également statuer sur les comptes et l'affectation des résultats dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 23. ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

1. L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué. L'assemblée générale extraordinaire procède à la nomination des membres du Conseil d'Administration.
2. Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les trois quart des actions composant le capital social de la société.

Un quorum de la moitié des actions est requis sur deuxième convocation.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des trois quart des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

ARTICLE 24. DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation prise en assemblée ou autrement, communication de tout document, de quelque nature que ce soit, jugé nécessaire pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

TITRE VI**EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES****ARTICLE 25. EXERCICE SOCIAL**

L'année sociale commence le 1^{er} janvier d'une année et finit le 31 décembre de l'année qui suit.

ARTICLE 26. INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

1. Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce

2. À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et une annexe. Le Président établit, en outre, un rapport de gestion écrit. Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

3. Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé un vingtième, au moins, pour constituer le fonds de réserve légale, jusqu'à dotation complète de cette réserve légale, savoir un dixième du capital social. Le solde, diminué des sommes à porter en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté, s'il y a lieu, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable. Il appartient à l'assemblée générale de décider de mettre tout ou partie dudit bénéfice en distribution.

L'assemblée générale peut décider de distribuer des sommes prélevées sur les réserves disponibles, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de disposition exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

4. L'Assemblée générale, sur la proposition du Président, peut décider que les bénéfices d'un exercice seront, en tout ou en partie, reportés à nouveau ou portés en réserves.

5. L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en action.

Chaque actionnaire devra alors exercer son option dans les formes, délais et conditions fixées par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions émises en application de cette disposition le seront conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 27. AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures, de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau. Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont normalement prélevés sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites au poste report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 28. MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application du Code de Commerce ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune restitution de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en restitution est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VII

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL – TRANSFORMATION – DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 29. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par le Code de Commerce, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Les associés ou l'associé unique sont tenus dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

ARTICLE 30. TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions légales.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société ou du commissaire à la transformation, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

ARTICLE 31. DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par le Code de Commerce, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE VIII

CONTESTATIONS – REPRESENTATION SOCIALE – FORMALITES

ARTICLE 32. CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la Société et l'associé unique ou les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

ARTICLE 33. REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, ou de la délégation unique du personnel, exercent les droits prévus par la réglementation en vigueur et le Code du travail auprès du Président.

ARTICLE 34. JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

1.- La société ne jouira de la personnalité morale en SAS qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En vue d'obtenir cette immatriculation, le soussigné sera tenu de souscrire et de déposer au greffe du tribunal de commerce et des sociétés du lieu du siège social, la déclaration de conformité prescrite par la loi.

2.- Tous pouvoirs sont donnés à la présidence pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social.

Toutes les fois que cela sera compatible avec les prescriptions de la loi, les mêmes pouvoirs seront donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes.

3.- Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent à la société à compter de son immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et, au plus tard, dans le délai de cinq ans.

4.- Egalement, aux termes d'un acte annexé aux présentes, les actionnaires ont donné mandat à **Monsieur Philippe MICHEL**, à l'effet de prendre certains engagements pour la société.

En outre, les personnes qui seront appelées aux fonctions de Président seront immédiatement habilitées à réaliser pour le compte de la société, les actes et engagements rentrant dans la définition de l'objet social et de leurs pouvoirs.

ARTICLE 35. POUVOIRS GENERAUX

Pour l'accomplissement des formalités de publications légales, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'une expédition des présents statuts.

Statuts modifiés suivant décisions unanimes des associés en date du 27 juin 2024
Certifiés conformes par le Président – Associé unique de la Société

DocuSigned by:
PHILIPPE MICHEL
BA1807DC0229426...

Monsieur Philippe MICHEL
Président – Associé Unique